

Ce livret est financé par :



Région Nord Pas-de-Calais



Région Wallonne



Interreg III



avec le soutien du FEDER

Ensemble, une histoire en marchant

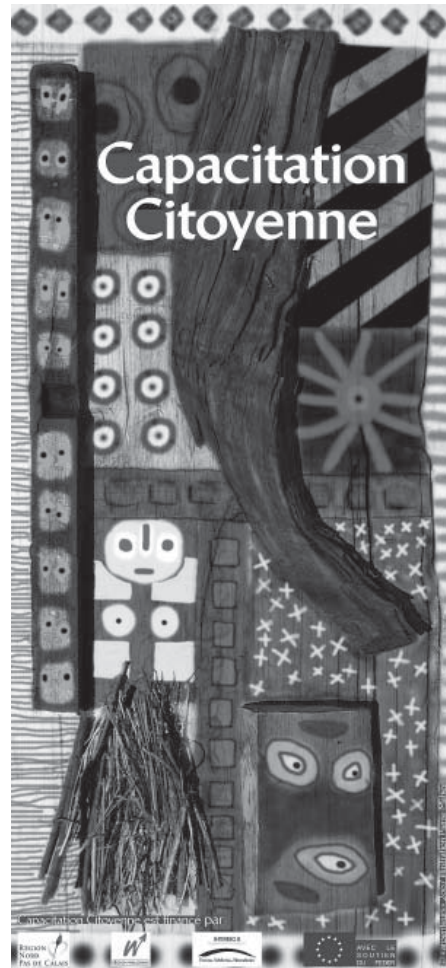
Sommaire

Ensemble, une histoire en marchant	5
Au Brésil se rencontrer pour se former	6
En France la participation comme origine	7
Dunkerque-Fortaleza la rencontre qui inspire	13
Trouver des partenaires pour mettre en œuvre une démarche de formation	14
Partager nos intuitions	15
De Formation à Capacitation	17
Comprendre Capacitation Citoyenne à Guédiawaye	19
Des monographies pour comprendre les expériences	20
Les livrets vers une auto-évaluation collective	23
La première série de livrets	24
Un moment fondateur, la rencontre plénière de Dunkerque	27
Une nouvelle énergie	30



Une rencontre à l'Assemblée Nationale pour se structurer	31
Une implication du Nord-Pas-de-Calais	31
La Région Wallonne s'implique dans la démarche	32
S'inscrire dans la durée grâce à la dynamique Interreg	32
Une équipe internationale se structure	33
Seconde rencontre plénière à Roubaix	34
Les rencontres thématiques	37
Les Visites	39
Les Plénières	41
Avoir davantage d'influence sur l'action publique	42
Quel avenir?	45
<hr/>	
L'histoire continue...	47
<hr/>	
Vers la "Karavane"	

Ensemble, une histoire en marchant



Dans les années 90, des dynamiques basées sur l'implication des habitants dans l'amélioration de leurs quartiers se développent de part et d'autre de l'Atlantique. A cette époque, les acteurs ne se connaissent pas et ne se rendent pas compte que leur mise en contact sera aussi constructive.

Nous présentons ces histoires, française et brésilienne, en parallèle dans les pages suivantes, jusqu'à ce que naisse "Capacitation Citoyenne" de leur croisement.

Page précédente, L'affiche de Capacitation Citoyenne, identité visuelle depuis 2007

Au Brésil

se rencontrer pour se former

A Fortaleza, dans le *nordeste* brésilien, les habitants s'organisent et mettent en œuvre des pratiques innovantes et collectives. Ils construisent ensemble leurs logements, gèrent avec la commune un fonds de crédit pour améliorer leur habitat; ils créent une banque locale pour dynamiser l'économie du quartier... Il s'agit d'améliorer leurs conditions de vie, mais également de montrer aux pouvoirs publics qu'il est possible d'envisager différemment les politiques publiques.

Au début des années 90, une organisation non gouvernementale locale, le CEARAH-Periferia, propose à toutes ces initiatives de se croiser et d'échanger deux à trois fois par semaine entre responsables d'associations de quartier pour se former aux enjeux urbains. D'abord orienté sur des méthodes de recherche qui soient utilisables dans les quartiers populaires, cet espace de formation s'est progressivement structuré en Ecole de Planification Urbaine et Recherche Populaire (voir à ce sujet le livret jaune "De l'histoire des quartiers à l'action collective - L'Ecole de Planification Urbaine et Recherche Populaire à Fortaleza").

Le travail mené cherche à améliorer la capacité de proposition et de négociation des organisations vis-à-vis des pouvoirs publics, dans une perspective de transformation de la ville.

En France

la participation comme origine

Au milieu des années 90, la plupart des expériences en matière de participation se déroulent dans les territoires de la politique de la ville, à l'occasion de réhabilitations urbaines. Les acteurs inventent des outils, des savoir-faire, mais il n'existe que très peu de consignation, de capitalisation et d'évaluation de ces "laboratoires".

Trois agences d'urbanisme (Dunkerque, Grenoble et Marseille) et « arpenteurs », impliqués dans différents dispositifs de participation, engagent une étude-action pour proposer aux acteurs de la participation, habitants, élus et professionnels, de réfléchir ensemble sur leurs pratiques pour en tirer des éléments de méthode et mettre ces résultats en débat avec d'autres acteurs impliqués sur des territoires différents et lointains. Ils ont l'intuition que ces rencontres permettront une acuité et une intelligence collective particulièrement efficaces. Ainsi, des collectifs de Grande-Synthe (agglomération de Dunkerque), d'Echirolles (agglomération de Grenoble), des quartiers Nord de Marseille se sont croisés trois fois, sur chacun des territoires. L'étude-action produit en 1996 les "points clefs de la participation", petit ouvrage qui pose les exigences principales que ces acteurs-chercheurs proposent pour fonder la conduite de processus de participation.

Au Brésil

se rencontrer pour se former

Trois axes orientent le travail des responsables d'associations au sein de l'école :

- « **mémoire de nos luttes et de nos quartiers** » valorise les conquêtes des habitants dans leur quartier, tout en contribuant à développer leur "auto-estime" et à servir de référence pour d'autres ;
- « **planification de l'espace construit et conception participée** » permet d'acquérir les éléments nécessaires pour élaborer un projet "physique" dans son quartier ;
- « **formulation de projet d'amélioration du quartier** » consiste à penser des projets de développement pour son quartier.

Au fur et à mesure des années, cette école est devenue un lieu d'échanges, d'apprentissage, d'information, de formation... Le "Cidades" (villes en français) est le centre d'informations qui réunit cet incroyable réservoir de savoir-faire et de capacités citoyennes à analyser sa réalité pour proposer des projets, des actions, une transformation. Au fil du temps, les responsables d'organisation ont dédié de plus en plus de temps à la présentation de leur projet sous forme de document, publication, maquette, pièce de théâtre...

Mais les lieux les plus marquants où se transmettent et prennent corps les échanges et productions de l'Ecole de Planification sont les espaces de débat public où

En France

la participation comme origine

Les 7 points reprennent des principes qui peuvent paraître élémentaires aujourd'hui dans les processus de participation. Pourtant, il peut être utile de les relire quelquefois.

- **Être écouté est la première demande**

Les habitants ont l'impression de ne pas être écoutés. La mobilisation semble alors la seule manière de se faire entendre et, même, d'être perçu comme un partenaire. La participation est un processus où la réciprocité doit jouer.

- **Reconnaître la diversité des habitants**

Dans un processus de participation, il ne s'agit pas de masquer les conflits. Il faut jouer la transparence des règles et la mise en débat du sujet sur le quartier. Ainsi, les attentes et les revendications de n'importe quel habitant sont à faire remonter.

- **S'appuyer sur les initiatives des habitants**

Il ne s'agit pas de "faire pour". Les professionnels aident les habitants à découvrir qu'ils sont possesseurs de savoirs, de compétences et leur donnent la possibilité de se mettre en réseau pour qu'un échange entre les capacités des uns et des autres puisse avoir lieu. Cette démarche permet de réinstaurer une certaine confiance en soi, préalable nécessaire au rapport avec les autres.

Au Brésil

se rencontrer pour se former

sont présents les responsables d'organisation passés par l'École: dans les commissions extra-municipales (santé, jeunesse, logement...), lors d'interpellations des autorités locales par les mouvements sociaux, ainsi que dans de nombreuses rencontres publiques.

Fort de cette expérience accumulée avec les habitants de nombreux quartiers de la région de Fortaleza, l'organisation brésilienne décide de constituer une association en Europe qui pourrait s'inspirer de ces pratiques pour appuyer des actions dans des contextes du Nord. C'est ainsi que Periferia naît en septembre 1998 en Belgique.

Un point haut de Fortaleza, où les participants analysent l'évolution de la ville



En France

la participation comme origine

- **Établir des relations de travail élus-habitants-techniciens dans le respect du rôle de chacun**

Les trois types d'acteurs ont une légitimité distincte mais complémentaire: politique, technique et d'usage. Quelques règles sont nécessaires pour établir ces relations de travail: le respect, la transparence, la mise en place de dispositifs pour assurer une continuité et les principes de négociation et de validation des décisions.

- **Ne pas limiter la participation au projet de pied d'immeuble**

Tout habitant est concerné par l'évolution de la ville (au sens large) et peut à ce titre s'impliquer.

- **Prendre en compte tous les aspects de la vie**

Dans son logement, dans son quartier, on n'est pas seulement habitant, on est aussi piéton et automobiliste, parent et enfant, consommateur et bénévole d'associations, chômeur et en vacances...

- **Répondre aux besoins de formation de tous les partenaires**

Acquérir ensemble l'art de dialoguer.

Dunkerque-Fortaleza

la rencontre qui inspire

À partir de 1995, les soutiens de la coopération internationale aux actions menées à Fortaleza permettent différentes formes d'échanges et de rencontres.

Ainsi, en juin 1997, dans le cadre du partenariat urbain entre Fortaleza et Dunkerque, une délégation française vient passer 10 jours à Fortaleza. C'est l'occasion pour les uns de découvrir la dynamique de l'École de Planification Urbaine et Recherche Populaire et pour les autres de comprendre les points-clés issus de la recherche-action française.

Quelques mois s'écoulent, deux personnes des agences d'urbanisme de Dunkerque et Grenoble (qui étaient allées à Fortaleza et qui avaient coordonné l'étude-action) demandent aux fondateurs de Periferia, alors en cours de constitution, de réfléchir ensemble à la question de la formation des habitants.

Trouver des partenaires pour mettre en œuvre une démarche de formation

Un des points clefs de l'étude-action insiste sur la nécessité de répondre aux besoins de formation de tous les partenaires. Sur la base de cette préconisation, Periferia et les deux agences d'urbanisme rencontrent différentes institutions françaises, susceptibles de soutenir l'initiative qui, à cette époque, s'intitulait "***Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville***", la Communauté Urbaine de Dunkerque, engagée dans le partenariat avec Fortaleza, puis la Délégation Interministérielle à la Ville et enfin le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais.

Ces institutions ne sont pas nécessairement habituées à penser une démarche à partir d'expériences au Sud. L'École de Fortaleza et d'autres contacts au Sénégal apportent l'intuition que différents croisements intercontinentaux contribueraient à une plus grande richesse. C'est dans cette perspective que l'UNESCO soutiendra la démarche, plus particulièrement en lien avec un travail au Sénégal.

Plusieurs moments d'échanges ont permis alors d'affiner la conviction que des rencontres entre groupes citoyens permettent de développer nos capacités à agir sur notre environnement et faire évoluer les politiques publiques.

Le Festival de la Ville, organisé à Créteil (banlieue parisienne) en septembre 1998, est l'occasion d'organiser un débat autour de cette thématique. C'est le premier temps de discussion entre groupes français et sénégalais.

Observer ensemble, Festival International de la Ville 2002, Créteil



De Formation à Capacitation

En décembre 1998, l'équipe met en débat les premiers éléments de réflexion avec des groupes de Grenoble, au cours de deux journées de rencontres.

Ainsi, petit à petit, un collectif se met en place autour de cette notion de formation. D'abord conduite par les Agences d'Urbanisme de Grenoble (Martine Toulotte) et de Dunkerque (Jean-Blaise Picheral) et l'association Periferia à Bruxelles (Patrick Bodart), elle s'élargit avec le CERPAC au Sénégal (Sidiki Abdoul Daff) et «carpentiers» à Fontaine (Pierre Mahey).

A ce moment, les territoires impliqués sont principalement la région Nord-Pas-de-Calais, l'agglomération Grenobloise, la périphérie de Dakar et Fortaleza.

Le principe de mettre les acteurs en situation d'évaluation et de réflexion sur leurs pratiques puis d'échanger avec d'autres est confirmé.

Dès les premiers échanges, le terme de formation est remis en cause. L'idée de formation induit que certains savent et que d'autres apprennent, ce qui est mal perçu, en particulier par les habitants impliqués dans la démarche. .

Ici, le Sud explique au Nord et propose une nouvelle orientation, en introduisant l'idée de "capacitação", en brésilien, "capacitation" en sénégalais français. Il ne s'agit pas de formation, mais de révéler des capacités que chacun de nous porte en lui et dont il n'a pas nécessairement conscience ou qu'il n'a pas pu mettre en œuvre.

Marche pour une ville égalitaire, Rio de Janeiro, une image qui illustrera la "feuille" n°9



Comprendre Capacitation Citoyenne à Guédiawaye

Ce sont des **capacités à lire et comprendre son environnement pour mieux agir pour l'améliorer collectivement.**

Après nombre de débats et d'hésitations à utiliser, en France, un néologisme qui semble au départ un peu compliqué, le groupe décide finalement d'en faire son enseigne, façon de se démarquer fortement de l'idée de formation et d'affirmer la nécessité de la prise en compte d'une nouvelle dimension. **Ainsi est née Capacitation Citoyenne, métissage des "banlieues" françaises, des "favelas" brésiliennes et des quartiers de "déguerpis" de Dakar.**

« Pourquoi voulez-vous nous renvoyer à l'école? Nous sommes impliqués dans la vie quotidienne de notre quartier depuis des années, nous savons beaucoup de choses qui ne sont déjà pas écoutées.

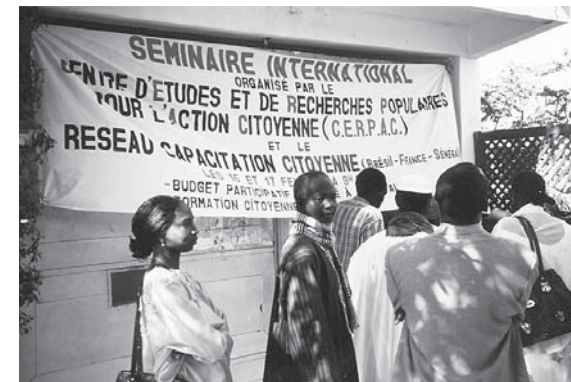
Nous sommes plus intéressés de comprendre comment être entendus par les élus ou les professionnels. Mais veut-on vraiment nous entendre? »

Un grand-synthois

En février 1999, une première rencontre est organisée à Guédiawaye dans la banlieue de Dakar au Sénégal. Des acteurs de Grande-Synthe (agglomération de Dunkerque), d'Eybens (agglomération de Grenoble), de Fortaleza et de Porto Alegre au Brésil, de Periferia, de « arpenteurs », des agences d'urbanisme de Grenoble et de Dunkerque et une représentante du Conseil National des Villes (France), ont fait le déplacement.

Les membres du CERPAC (Centre d'Etude et de Recherche Populaires pour l'Action Citoyenne), dont Penda Ndiaye et Sidiki Abdoul Daff, accueillent la

Les rencontres de Guédiawaye avec le CERPAC: on voit déjà le mot "capacitation".



délégation et nous organisons six journées de séminaire et ateliers de réflexion, alternées de rencontres et débats publics avec les élus, les ONG, les associations et des habitants. Ensemble, nous abordons les modes de capacitation, le budget participatif, la vie dans les quartiers... Ces journées contribuent à vérifier l'utilité du CERPAC, nouvel espace de débat et de formation indépendant des institutions et des ONG à Guédiawaye et à confirmer les bases de notre démarche:

- permettre aux acteurs de proposer leur propre expertise sur leur action,
- révéler les "gestes" qui améliorent les capacités des gens à agir collectivement sur leur environnement,
- porter un ensemble d'expériences au service d'autres territoires.

Des monographies pour comprendre les expériences

On décide alors de constituer des monographies avec des collectifs ayant une forte dimension citoyenne, de façon à rendre visible leur action, les questionner pour révéler ce qui dans leur action est du registre de la capacitation, communiquer à chacun les monographies réalisées avec les autres.

Les premières monographies sont réalisées sous forme de fiches établies sur le modèle de celles de la "Fondation pour le Progrès de l'Homme" (fiches DPH).

La réalisation des premières fiches est portée par un professionnel qui, par un travail d'investigation, décrit et révèle les spécificités du collectif concerné.

Bien que chacun perçoive l'intérêt de faire du lien avec un réseau de plus grande ampleur (les fiches DPH sont éditées et diffusées aux quatre coins du monde), l'équipe s'inquiète de la performance de ces premières fiches. Trop courtes pour rendre compte des spécificités

Prendre le temps de se présenter, un des fondements du réseau



Les livrets vers une auto-évaluation collective

de chaque collectif et des dimensions de capacitation des expériences, elles restent des outils techniques, peu appropriables par les acteurs des collectifs. De plus, l'idée de Capacitation est sans doute de mettre les acteurs davantage au cœur du processus et donc aussi au cœur de la production de ces monographies. Comment permettre à chacun de s'appropriier le travail et d'en faire un outil pour le collectif?

S'écouter, débattre, délibérer, faire en commun...



C'est le moment de faire évoluer la démarche. L'équipe propose aux différents commanditaires de réaliser un travail plus conséquent avec chaque collectif. Il s'agit d'animer trois à cinq réunions d'auto-réflexion sur sa pratique, qui devront aboutir à l'édition d'un livret de trente à cinquante pages. Outre la présentation de leur expérience, chaque collectif répondra à une série de questions ouvertes sur les modalités de la capacitation. Au niveau de la méthode, on s'impose de permettre aux participants de vérifier tout au long de l'élaboration du livret que l'information et son expression sont bien la restitution fidèle et accessible à chacun des débats ainsi organisés.

L'un des enjeux est d'apporter quelque chose aux collectifs qui s'impliquent. Le livret devient non seulement un outil de communication vers les autres, mais avant tout un outil de valorisation du collectif. Imprimé, illustré de photos, partie prenante d'une collection, les livrets pourront devenir pour certains groupes une preuve de leur valeur, un moyen d'être davantage reconnu, une occasion de se redéfinir.

Dès le début de ce travail, on se rend compte que la valorisation est produite aussi par les séances de travail en commun. Passer un peu de temps sur sa pratique dans un contexte où ce qui se dit est systématiquement noté puis consigné dans un texte collectif, place

Un moment fondateur, la rencontre plénière de Dunkerque

- Des membres de l'équipe proposent d'autres expériences qu'ils connaissent. Il s'agit de Solexine à Grenoble, du "4C" à Eybens, du Budget participatif à Porto Alegre.

Avant la mise en chantier et en s'appuyant sur "Quelques points clefs", sur les débats des rencontres à Guédiawaye et sur les expériences brésiliennes, l'équipe se dote d'une "grille de questions" communes qui visent à révéler et à valoriser les capacités des groupes. Ces questions sont toujours actives en 2008.

Grille de questions, fil conducteur de la rédaction des livrets :

- Le projet ?
- Le public ?
- La décision ?
- Les règles de fonctionnement ?
- L'animation ?
- Les sujets abordés, les thèmes ?
- Echelles de territoire ?
- L'influence sur l'action publique, sur l'extérieur ?
- Réseau(x) ?
- Transformation des participants : ce que ça apporte de travailler ensemble

Les 15 et 16 septembre 2000, sans trop savoir ce que cela allait produire, il est proposé à tous les groupes ayant réalisé un livret d'envoyer quelques représentants à Dunkerque. Joaquim et Eliana Guerra de Fortaleza et Sidiki de Guédiawaye sont là. Trois groupes de l'agglomération Grenobloise sont venus aussi. On constate que ce déplacement jusqu'à Dunkerque est quelquefois très difficile à faire. Quitter son environnement habituel, ne serait-ce que pour deux jours et partir vers une destination dont on ne connaît rien est une épreuve qui empêchera,

Lors des Rencontres de Dunkerque, Sidiki Abdoul Daff explique les interactions entre les associations sportives et culturelles des banlieues de Dakar au Sénégal. Aïssa Zémouri, de Grande-Synthe, est passionné !



par exemple, les participantes des “ateliers cuisine” de Aniche et Auberchicourt de nous rejoindre. Ce ne sont pourtant pas les plus éloignées, mais elles n’ont sans doute pas trouvé encore les capacités pour affronter cette traversée de l’étrange. Les “Solexiniennes” de Grenoble ont longuement hésité, elles aussi, mais se sont décidées finalement, justement en lisant le livret des ateliers cuisine et avec l’espoir de rencontrer ces femmes, pour échanger avec elles et confronter leurs expériences.

Le programme commence par un temps important pour que les groupes se présentent les uns aux autres. Mais la matinée prévue est finalement trop courte, on prend conscience que ce temps de présentation, même après avoir lu les livrets, ou peut-être parce qu’on a lu les livrets, est un temps majeur, une raison suffisante pour justifier l’existence même de ces rencontres. On verra d’ailleurs que ce temps sera privilégié dans toutes les rencontres suivantes du réseau.

Au cours des débats, on voit apparaître le thème de la confiance comme axe principal de préconisation pour Capacitation Citoyenne. Le thème des échelles de territoire est repris fortement et confirme que la prise en compte d’échelles globales comme l’articulation entre la proximité, l’agglomération ou la mise en réseau sont des ingrédients de l’implication

citoyenne. D’autre part, Capacitation Citoyenne a besoin de s’ancrer sur du projet, sur une efficacité, sur la vérification que l’action change quelque chose et permet en particulier de reconnaître les individus qui se sont impliqués. Enfin, on insiste sur les moyens et les compétences nécessaires à l’accompagnement de ces collectifs.

Mais la conclusion la plus déterminante de ces rencontres est portée par les “habitants” qui ont imposé une réunion qui n’était pas prévue dans le planning de la rencontre.

Au sortir du premier repas pris en commun à bord du “Princesse Elisabeth” mouillé dans le bassin du commerce de Dunkerque et sur l’impulsion des Brésiliens, les “habitants” revendiquent de se réunir entre eux, sans les professionnels et les élus, pour vérifier qu’ils ont un projet à partager. Aussitôt mise en place et malgré certaines réticences de plusieurs professionnels, la réunion se déroule rapidement et très efficacement. Ses propositions sont fondatrices: rapportées en plénière lors des conclusions de la rencontre, dans la salle du conseil communautaire, elles proposent que l’action ne s’arrête pas ainsi, qu’elle soit pérennisée dans le cadre d’un réseau durable et qu’il convient donc de trouver les financements nécessaires à sa continuité,

Une rencontre à l'Assemblée Nationale pour se structurer

à son ouverture à d'autres groupes, à l'organisation de nouvelles rencontres régulières.

Une nouvelle énergie

Le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais, qui était représenté, est impressionné par ce qui s'est joué à la rencontre de Dunkerque. Il décide alors de financer l'impression en 500 exemplaires de la série des 12 livrets existants. La Communauté Urbaine et l'Agence d'Urbanisme de Dunkerque soutiennent également cette nouvelle étape.

«arpenteurs» et Periferia, qui avaient pris l'essentiel de l'animation en charge, décident de rédiger une "première synthèse" qui fait état des réflexions développées collectivement à Dunkerque. C'est le treizième livret de la série jaune.

Si les participants des rencontres de Dunkerque étaient enthousiastes et persuadés d'une nécessaire continuité de l'action, les financements étaient taris. Il s'agissait donc, pour «arpenteurs» et Periferia, de convaincre les financeurs de soutenir le développement du réseau.

En lien avec le Conseil National des Villes, un séminaire à l'Assemblée Nationale à Paris avec des représentants d'une dizaine de groupes a été organisé au printemps 2001. La Délégation Interministérielle à la Ville, le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais, l'UNESCO et d'autres partenaires institutionnels ont été invités et ont pu vérifier l'énergie du réseau naissant.

Une implication du Nord-Pas-de-Calais

C'est le Conseil Régional Nord Pas de Calais qui engage le partenariat dans lequel la Délégation Interministérielle à la Ville viendra, plus tard et de manière ponctuelle, aider le réseau qui du même coup confirme son centre de gravité au Nord de la France.

La Région Wallonne s'implique dans la démarche

En 2003, Periferia rencontre le ministre wallon de l'action sociale. Sensible à la démarche, il est intéressé par les livrets existants de Capacitation Citoyenne et leur processus d'élaboration. Il soutient alors la réalisation de deux livrets autour des espaces de dialogue des Relais Sociaux de Charleroi et Liège, où se réunissent professionnels et "habitants de la rue".

Le travail lancé de part et d'autre de la frontière ouvre la porte à de nouvelles possibilités.

S'inscrire dans la durée grâce à la dynamique Interreg

Encouragés par le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, Periferia et « arpenteurs » prennent les contacts et proposent un projet au dispositif européen Interreg III, programme France-Wallonie. Déposé en juin 2003, il permet un financement sur trois ans (2004-2006), alliant l'Europe avec les Régions Wallonne et Nord-Pas-de-Calais.

Cette nouvelle étape fait entrer le réseau dans une phase d'activités beaucoup plus intense. Ce sont désormais une dizaine de groupes qui rejoindront le réseau et plus de quatre rencontres par an, un site Internet actif, une feuille d'information éditée plusieurs

fois par an, une nouvelle dynamique et de nouvelles logiques.

Une équipe internationale se structure

Pour répondre à cette nouvelle dynamique, le collectif accompagnateur Periferia / « arpenteurs » s'étoffe. Les "rédacteurs" se multiplient. Désormais, en plus de Anne Cordier, Pierre Mahey pour « arpenteurs » avec Xavier Glorieux qui conduit le site Internet et les mises en page; et de Patrick Bodart pour Periferia... Lénaïg Grand, Sophie Beau-Blache et Bruno Fischesser qui assiste l'équipe, puis Marie Lavagne d'une part; Loïc Géronnez, Mathieu Berger, Hélène Delcourt puis Judith Vaes et Orlando Serono Regis d'autre part, rédigent et animent le réseau.

*« On est des acteurs du changement social. »
« On donne la parole à des gens qui ne l'ont pas et on crée de la transversalité à travers la diversité des groupes, ce qui va à contre-courant des politiques publiques cloisonnées. »
« On est des utopistes réalistes ! »
Réactions de groupes*

L'essentiel des nouveaux groupes sont localisés dans les deux régions. Mais quelques groupes issus de Montreuil-sous-Bois en Ile-de-France ou de Grenoble rejoignent le réseau.

Seconde rencontre plénière à Roubaix

Après Dunkerque, une seconde rencontre plénière rassemble plus de vingt collectifs à Roubaix les 4 et 5 mars 2005. Maintenant le programme de ces rencontres est bien clair: passons tout le temps nécessaire à se présenter pour pouvoir comprendre nos différences, nos expériences, c'est de cette confrontation que naît le meilleur de Capacitation Citoyenne. Dès cette deuxième rencontre, les sujets abordés touchent à l'essentiel: Comment agir pour préserver les droits acquis? Comment ces droits ont-ils été acquis? Comment se souvenir pour continuer à les défendre? Comment se mobiliser pour en acquérir d'autres? Quels sont les outils contemporains de la lutte, de la résistance, de l'action citoyenne?

Autant de sujets qui vont devenir le programme des Rencontres de Capacitation Citoyenne. Autant de sujets qui initient une nouvelle forme de débat au sein du réseau et dont l'émergence est clairement le fruit de la diversité des acteurs rassemblés: on veut parler désormais des sujets de fond, des questions qu'on n'a ni le temps ni sans doute le recul pour les aborder quotidiennement. L'occasion des Rencontres Capacitation Citoyenne entre en résonance dynamique avec cette frustration, que chacun connaît et exprime, de ne jamais aborder les grandes questions de l'organisation de la société. Et déjà lors de ces deuxièmes Rencontres, les organisateurs reposent la question

du rôle de Capacitation Citoyenne dans des formes d'action militantes. Mais la plupart des participants confirment que l'action militante reste la prérogative des associations dans leur implication locale et que le réseau a bien un rôle de renforcement et de ressource, de capitalisation et de diffusion, plutôt que d'acteur direct.

L'affiche des rencontres à Roubaix les 4 et 5 mars 2005, on voit déjà se dessiner les thématiques du programme d'actions



Les Visites

De même, la question des Droits Fondamentaux pouvait s'organiser n'importe où, mais c'est l'insistance de la CLCV de Grande-Synthe sur ces questions qui nous conduit à préparer la journée du 18 novembre 2005 à Dunkerque.

C'est à Charleroi, avec les militants de Solidarités Nouvelles que nous avons traité, le 9 novembre 2006, de la question de la mobilisation. Sujet inépuisable qui nécessitera une seconde journée, le 10 mai 2007 à Arras. Et c'est à Tournai que le DAL co-organisera la rencontre du 2 mars 2007 sur le logement.

La rencontre du 7 octobre 2005 à l'Entreprise "Terre" de Fontaine-l'Évêque, une autre manière de concevoir l'entreprise.



Les visites entre collectifs se développent peu à peu, facilitant ainsi des rencontres plus spécifiques entre deux groupes. C'est ainsi que MSB de Sallaumines et Passerelle de Charleroi, travaillant sur le développement individuel par des moyens collectifs et artistiques, engagent une coopération sur leurs sites puis même à distance en s'invitant à participer à un moment de rencontre, temps de création, visite d'exposition... Plusieurs visites ont eu lieu entre ces deux groupes depuis 2005.

Une des rencontres MSB et Passerelle, on échange sur ses pratiques, ses productions, pour se donner mutuellement des idées.



Les Plénières

Le 17 février 2006, alors qu'elles finissent à peine la réalisation de leur livret, les femmes de AJS présentent "Elle m'a dit" et leur Kiosque artistique au Musée d'art contemporain de Dunkerque. Elles en profitent pour inviter le réseau à une journée de présentation et de débat sur la question de la transmission, invitation qui remporte un grand succès puisqu'une vingtaine de groupes y répondent.

Le groupe "Elle m'a dit..." devant leur "kiosque à culture" au LAAC, musée d'art contemporain de Dunkerque.



Les troisièmes et quatrièmes rencontres plénières, les 19 et 20 mai 2006 à Mons et les 22 et 23 juin 2007 à Roubaix, sont maintenant de forts moments de vérification des avancées du réseau comme de programmation de l'avenir. Si on n'a pas pu se rendre à certaines rencontres thématiques, on veut assister aux plénières. C'est là qu'on espère revoir les gens qui nous ont étonnés ou séduits lors de précédentes rencontres, c'est là que l'on va rencontrer de nouvelles personnes, entendre de nouveaux récits.

La plénière de Mons, les 19 et 20 mai 2006, un moment important pour définir collectivement le programme d'actions et se rencontrer.



Et puis c'est là qu'on va pouvoir porter devant un public large et diversifié les avis, les réflexions qu'on ressasse dans son coin depuis six ou huit mois. On va pouvoir dire ce qu'on pense et faire réagir les autres, on va peut-être même en profiter pour pousser un coup de gueule, tester sa capacité d'argumentaire, braconner quelques bonnes idées. C'est aussi dans ces rencontres qu'on se confronte, pour certains pour la première fois, au micro, à l'image vidéo, aux moyens du débat, sans que ceux-ci deviennent des barrières infranchissables. Enfin, c'est là où l'on définit collectivement le programme pour les années à venir.

Avoir davantage d'influence sur l'action publique

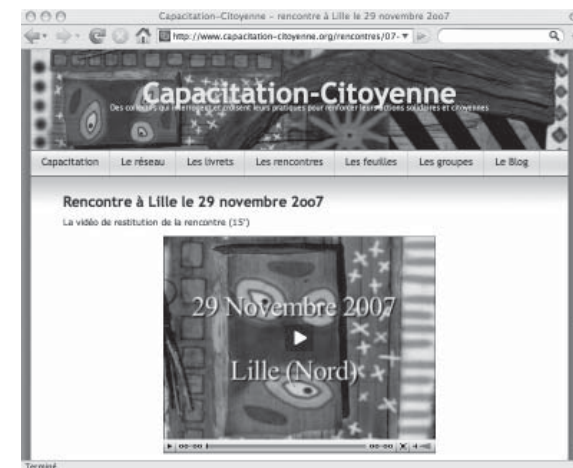
Lors de ces deux dernières rencontres plénières, les participants affirment encore plus fortement leur besoin de s'appuyer sur le réseau pour que les idées qui naissent lors des débats de Capacitation Citoyenne soient entendues plus largement, soient médiatisées de façon à gagner en influence auprès des décideurs.

Même si la Ministre Wallonne de l'Action Sociale a participé à un débat des rencontres plénières de 2006 et 2007, des questions persistent: Comment être écoutés des journalistes? Comment faire venir des élus à nos rencontres? Comment convaincre que

ces lieux sont capables d'inventer et de proposer les changements sociaux dont la société a besoin? C'est sous cette influence que l'équipe d'animation cherche à ce qu'à chaque rencontre, les élus concernés soient présents, non pas dans un rôle de représentation, mais comme acteurs de nos débats.

De même, le site de www.capacitation-citoyenne.org s'étoffe et surtout s'ouvre à la dimension audio-visuelle, permettant aux visiteurs de visionner des comptes-rendus vidéo.

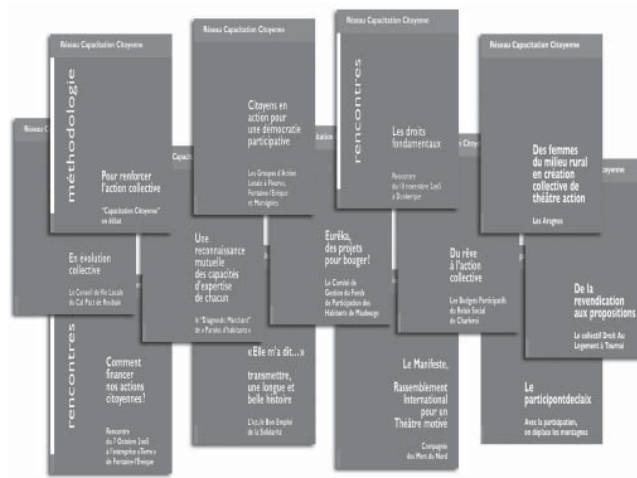
Les vidéos sur le site www.capacitation-citoyenne.org



Quel avenir?

Les livrets "rouges-Sienne" (2005 - 2006) financés avec le soutien du FEDER, Interreg III, la Région Nord Pas-de-Calais, la Région Wallonne et la ville de Pont de Claix

- *Le Participontdeclaix, Pont-de-Claix*
- *Capacitation Citoyenne en débat*
- *Comment financer nos actions citoyennes*
- *Le Diagnostic Marchant de Paroles d'habitants, Nord-Pas-de-Calais*
- *Le Conseil de Vie Locale du CalPact à Roubaix*
- *Le Droit au Logement à Tournai*
- *Les Aragnes, théâtre action en milieu rural de Wallonie*
- *Les budgets participatifs de Charleroi*
- *"Elle m'a dit..." de l'AJS, le Bon Emploi de la Solidarité, Petite-Synthe*
- *Le Fonds de Participation des Habitants de Maubeuge*
- *Le Manifeste, compagnie des Mers du Nord, Grande-Synthe*
- *Les droits fondamentaux*
- *Les Groupes d'Action Locale à Fleurus, Fontaine-l'Évêque et Mornignies*



Au cours du second semestre 2007, le financement Interreg III combinant l'aide de la Région Wallonne, de la Région Nord-Pas-de-Calais et du FEDER et qui a pérennisé l'action de Capacitation Citoyenne sur plus de trois ans est terminé. L'Europe encourage à proposer un nouveau projet pour quatre nouvelles années sur le programme Interreg IV. Un nouveau dossier est déposé, avec l'espoir que les deux Régions continueront à considérer cette action comme prioritaire.

En parallèle, plusieurs autres régions s'impliquent. Bruxelles-Capitale soutient depuis début 2007 la démarche Capacitation Citoyenne en travaillant d'abord sur l'écriture de livrets avec deux nouveaux groupes. Cet appui, initialement ponctuel, s'inscrit à présent dans la durée et permet l'organisation de la rencontre plénière en 2008, faisant ainsi vivre la dynamique.

La Région Ile-de-France décide d'accompagner le réseau en juin 2007 pour un projet triennal. Il faut, là aussi, convaincre d'autres acteurs locaux d'apporter un financement complémentaire.

Enfin, le partenariat de la Région Rhône-Alpes est aussi sollicité. Même si le dossier n'est pas encore porté à l'échelle des espoirs des groupes régionaux déjà impliqués dans le réseau, l'agglomération

L'histoire continue...

grenobloise (Metro) et certaines communes soutiennent le projet.

Si l'importance des livrets, comme des feuilles d'information, a été confirmée lors des dernières rencontres plénières, l'ouverture à d'autres supports comme la vidéo, qui permet en particulier l'expression directe des participants et la diffusion des messages même à ceux qui lisent peu, est un objectif de l'action. Michel Garcin, journaliste, tente de convaincre des télévisions locales de s'impliquer dans la diffusion d'un magazine ou de reportages sur le réseau.

Enfin, l'ouverture sur d'autres régions laisse prévoir l'organisation de rencontres en Région Bruxelloise, Région Ile-de-France et en Région Rhône-Alpes et peut-être l'idée de rencontres régionales sur chacun des territoires impliqués.

Vers la "Karavane"

À la rencontre du 29 novembre 2007 à Lille les groupes s'enthousiasment sur l'envie de diffuser ce qui se passe dans Capacitation Citoyenne, concrètement et sur le plus de territoires possible, vers un public plus large.

L'espoir est d'essayer, de faire la preuve par le faire que la démarche est réaliste et efficace.

Un événement permettra de rassembler davantage de personnes, de faire foisonner les initiatives portées par chacun de nous, de croiser les pratiques, d'échanger et de montrer que « *c'est possible !* »

La caravane Capacitation Citoyenne, baptisée Karavane avec pour slogan « *On est capables de tout !* » fera route du printemps à l'automne 2009.

...

Capacitation Citoyenne

www.capacitation-citoyenne.org

L'animation du réseau Capacitation Citoyenne

arpenteurs

contact@arpenteurs.fr

Tél.: +33/0 4 76 53 19 29

Fax: +33/0 4 76 53 16 78

www.arpenteurs.fr

9, place des Ecrins

38600 Fontaine

France

Periferia

contact@periferia.be

Tél.: +32/0 2 544 07 93

Fax: +32/0 2 411 93 31

www.periferia.be

rue de la Colonne, 1

1080 Bruxelles

Belgique

Conception graphique et réalisation: ©«arpenteurs»
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.